

LE TEMPS

Iran Jeudi 19 septembre 2013

Le nouveau credo: la «flexibilité héroïque»

Par Luis Lema

Le nouveau président iranien, Hassan Rohani, affiche une souplesse inédite. Le nouveau président iranien, Hassan Rohani, affiche une souplesse inédite. Téhéran se dit prêt à négocier sur le nucléaire

Il y eut, par le passé, la glasnost ou la perestroïka, ou, plus récemment, la notion d'«Axe du Mal», qui ont eu le don de définir des époques. Il faudra peut-être compter désormais sur un nouveau concept chargé du même potentiel, lancé mardi par le guide suprême, Ali Khamenei: celui de la «flexibilité héroïque» affichée devant ses adversaires. Il s'agit, précisait le leader iranien, d'accomplir des changements «avisés» et «corrects», à la condition de garder toujours à l'esprit la «nature» et les objectifs de celui que l'on a face à soi.

D'ores et déjà, cette doctrine semble avoir connu ses premières applications, même si c'est encore à la manière d'ébauches: reconnaissance d'un échange de courrier poli avec Barack Obama (via le sultan d'Oman); appel à rencontrer les responsables britanniques; promesse de concessions possibles dans le programme nucléaire iranien... A l'approche de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU, la semaine prochaine à New York, le nouveau président Hassan Rohani semble en effet multiplier les signes de souplesse.

La frénésie diplomatique qui a entouré ces derniers jours le dossier syrien n'est sans doute pas étrangère à cette nouvelle «flexibilité». Alors que l'on reparle d'une hypothétique issue négociée, Téhéran sait qu'il pourra sans doute négocier le prix de son alliance avec le gouvernement de Bachar el-Assad. Une éventuelle conférence internationale (Genève2) n'aboutirait nulle part sans la participation iranienne, ou du moins sans la reconnaissance des intérêts de Téhéran dans la région. Il y a quelques jours, Rohani rencontrait le président russe Vladimir Poutine, l'autre grand vainqueur des négociations qui se sont tenues à Genève. Leurs deux pays sont redevenus des puissances avec lesquelles il faudra compter.

A ce facteur, Thierry Kellner, chargé de cours au département de science politique de l'Université libre de Bruxelles, en ajoute d'autres: «L'Iran se trouve aujourd'hui dans une situation très particulière, soumis à la fois à de très fortes pressions et conscient qu'il dispose de toute une série de leviers qu'il peut activer», affirme-t-il. Côté pressions: l'effet des sanctions internationales qui, malgré leurs failles (lire ci-dessous), maltraitent l'économie du pays. La Banque centrale iranienne avoue un taux d'inflation annuel de plus de 40%; à lui seul, l'embargo décrété sur le pétrole iranien aurait signifié 40 milliards de dollars de pertes; et ce, sans parler de ce que coûte la participation iranienne dans la guerre en Syrie...

Face à cette situation, la rumeur a couru que les autorités iraniennes seraient prêtes à renoncer aux installations nucléaires souterraines de Fordo, près de la ville de Qom. Une «fuite» officiellement démentie par la suite par Téhéran, qui s'est néanmoins empressé de mettre en avant sa volonté de «coopérer» avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Restent les «leviers» dont parle Thierry Kellner: «Avec le départ de [l'ancien président] Mahmoud Ahmadinejad, les capitales occidentales se montrent beaucoup plus disposées à reprendre le dialogue. C'est une occasion que le nouveau président a parfaitement comprise.»

Lui-même familier du dossier nucléaire, Hassan Rohani s'est entouré d'une équipe de négociateurs

supposément beaucoup plus enclins à la «flexibilité», au premier rang desquels le ministre des Affaires étrangères, Mohammed Javad Zarif. Rien n'a été par ailleurs négligé sur le plan de l'image: le porte-parole du ministre est une femme, et plusieurs ambassadrices devraient être nommées prochainement. C'est par le biais de son compte Twitter que le nouveau président a lancé l'idée d'une rencontre avec le responsable de la diplomatie britannique William Hague. Et c'est sans doute pour expliquer toutes ces démarches inédites que le guide Ali Khamenei, dont le président Rohani est un proche, a lancé son concept de «flexibilité héroïque».

Une rencontre, même entre deux portes dans un couloir de l'ONU, entre Hassan Rohani et Barack Obama? Dans la tour de verre de New York, chacun anticipe déjà cette éventualité. «Un tel rapprochement reste cependant très périlleux pour Rohani, nuance Thierry Kellner. La révolution iranienne tient en partie sur son opposition aux Etats-Unis.» La dernière rencontre de ce type date de 1977: Jimmy Carter d'un côté, le chah d'Iran Mohammed Reza Pahlavi de l'autre.

Mais une telle rencontre serait également dangereuse pour Barack Obama, dans un pays accoutumé à voir en l'Iran le mal absolu. «Je pense que les Iraniens comprennent que la question du nucléaire est bien plus importante pour nous que celle des armes chimiques», affirmait à la télévision dimanche dernier Barack Obama, en soulignant que, s'il le fallait, les Etats-Unis se montreraient toujours prêts à «frapper l'Iran».

LE TEMPS © 2013 Le Temps SA